



CCI FRANCE
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

L'ÉCO

de la semaine

24 Août au 30 Août 2024

SOMMAIRE

Production locale - les petites industries à multiplier	2
Projet ODOF - La savonnerie de Sambava bientôt opérationnelle	2
Télécommunications - Les services quotidiens priorités	3
Économie circulaire : Appui de la BAD à travers le programme AfriCircular Innovators	3
Agriculture : Les producteurs multiplicateurs de semences mis en avant par la FAO.....	4
Marché International - Le potentiel des huiles essentielles sous-exploité.....	4
Diplomatie - Vers le renforcement des relations avec le Japon.....	5
Produits de première nécessité : Accroître la production locale pour couvrir 80% de la demande.....	5
ZEP Andapa : Production de plus d'un million d'alevins par an	6
« Sekoly Telma » : Construction de sept nouveaux préscolaires dans le Vakinankaratra.....	6
L'or, valeur refuge : l'once atteint un nouveau record historique à plus de 2.500 dollars.....	7
Code du travail : la loi 2024-014 promulguée.....	7
Conjoncture - La Banque centrale fait l'état de la situation	8
Vols domestiques - Madagascar Airlines veut doubler sa flotte	8
Riziculture -La Grande île vise l'exportation	9
Tiana Rasamimanana : Le président du SIM milite pour le renforcement du partenariat public-privé	9
Bailleurs de fonds - La BAD encourage la transition énergétique.....	10
Indice mondial de l'innovation : Madagascar dans le trio de tête parmi le groupe des pays à faible revenu.....	11
La filière vanille se renforce : nombre croissant d'exportateurs agréés	11
Secteur minier : un levier potentiel pour le développement de Madagascar.....	12
Projet PTASO - Le développement de l'agro-industrie prend forme	12
Développement touristique - Un potentiel intéressant sur le marché indien	13
Projet Sahofika - Les émirats sollicités.....	13
Électricité : Un décret en vue pour la régulation et le contrôle des prix	14
Emplois et formations : Quatorze jeunes Malgaches s'envolent pour le Japon	15
Diplomatie - La coopération avec le Japon s'élargit.....	15
Industries naissantes : Les produits locaux mis en avant à la foire Meva à Antsiranana.....	16
Vitrine du Vakinankaratra : La 26 ^e édition axée sur la croissance durable.....	16
Présidence de la Tranoben'ny Tantsaha : Soutien des producteurs à Kassimo Jaotombo.....	17
Madagascar-Comores : reprise de la liaison maritime	17

Production locale - les petites industries à multiplier

VALISOA ANDRIANIRINA | 24 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour Herizo Ralambofiringa, le développement des petites industries est essentiel pour renforcer la production locale. Selon le nouveau ministre, « les efforts initiés par Edgard Razafindravahy seront poursuivis et amplifiés avec les projets actuels du ministère ». Il a précisé que l'objectif est d'augmenter la production et la transformation des produits locaux afin de répondre jusqu'à 80% des besoins quotidiens des Malgaches. Cette priorité vise à assurer une autosuffisance alimentaire à Madagascar.

La cérémonie de passation s'est déroulée dans une atmosphère de convivialité et de fraternité. Les deux ministres ont partagé un moment de transition symbolique au ministère de l'Industrialisation et du Commerce à Ambohidahy. Le ministre Ralambofiringa a annoncé la mise en place de nouvelles stratégies pour atteindre ces objectifs ambitieux. Parmi les initiatives prévues figurent l'ouverture aux investissements et le développement de partenariats, tant nationaux qu'internationaux. « Le développement économique de Madagascar repose sur la contribution de tous les acteurs, publics comme privés. Nous accueillons avec enthousiasme ceux qui souhaitent participer à cette croissance », a-t-il déclaré. La création d'une grande usine à Madagascar est également envisagée comme un objectif clé, visant à favoriser l'autosuffisance économique du pays.

Il a également mis en avant la continuité du développement des pépinières industrielles ODOF, un projet essentiel pour la création d'emplois et la valorisation des produits locaux. Ce projet constitue l'un des trois piliers de la Politique Générale de l'État visant à promouvoir l'industrialisation. « Madagascar possède une richesse

remarquable en produits agricoles et en idées de développement. Cependant, la transformation de ces produits est souvent entravée par le manque de matériaux », a-t-il expliqué.



Le ministre Ralambofiringa a encouragé la création de petites et grandes entreprises pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. « Pour réaliser ces objectifs, nous avons besoin de financements, de coopération et de partenariats divers. Nous nous engageons à répondre aux besoins quotidiens des Malgaches avec des produits locaux », a-t-il ajouté.

Projet ODOF - La savonnerie de Sambava bientôt opérationnelle

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 24 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

C'est l'une des plus grandes unités industrielles affrétées par l'État dans le cadre du programme One District, One Factory. La Savonnerie, qui a été installée à Sambava, pourra entrer en service d'ici peu. C'est ce qu'indique le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, dont une délégation s'est déplacée sur place. Cette machine pourra produire jusqu'à douze tonnes de savon par jour. C'est à peu près un demi-millier de cartons de savon pesant 150 grammes qui seront produits à plein régime. C'est l'une des plus grosses unités industrielles One District, One Factory qui ait été installée jusqu'à présent. Elle sera confiée à la société coopérative Prime. Celle-ci a répondu aux différents critères requis par le ministère de l'Industrialisation et du commerce.

La mise en place de cette unité industrielle a été suivie de près par le ministère, dont une délégation s'est déplacée sur place jeudi. La production de savon est un processus délicat ; rien que pour cela, les gérants de l'unité industrielle ont bénéficié d'un soutien technique de la part du ministère de l'Industrialisation, afin de les former sur les normes et exigences d'une telle entreprise avant de la mettre en production.

Cette usine est censée tonifier la production locale et stimuler l'économie du district. Sambava produit une quantité importante de noix de coco. C'est d'ailleurs un des produits qui font la renommée de la région. La nouvelle de l'acquisition et de la mise en fonction de cette machine a été accueillie avec enthousiasme par la population locale. L'installation de cette usine permettra de créer plusieurs emplois, ainsi que des débouchés pour les producteurs et vendeurs de coco de la région. Cela permettra aussi de mettre sur le marché un savon produit localement. Il faut environ 900 kg de matières grasses et 400 kg de soude pour produire une tonne de savon. Le reste, c'est de la chimie, avec des techniciens spécialisés dans le processus.

Produire localement afin de réduire les importations est l'une des finalités du projet ODOF. Les produits sont conformes aux normes sanitaires et à la qualité requise pour être commercialisés. Les inspecteurs industriels veillent à ce que cela soit effectué afin de garantir aux consommateurs des produits de qualité, aux meilleurs prix.

Télécommunications - Les services quotidiens priorités

VALISOA ANDRIANIRINA | 24 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La ministre Stéphanie Delmotte, qui est la première femme à être à la tête du ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, a déjà annoncé ses ambitions.

En soutien du public. Les services de proximité seront les priorités à gérer selon Stéphanie Delmotte, la nouvelle ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, hier. Il s'agit des carnets biométriques au service de chaque foyer, des documents administratifs à travers le « e-poketra », ainsi que l'amélioration de l'accès à l'internet, selon la ministre. Ces lignes directrices concernent la proximité avec le public. Le ministre du Développement numérique, Tahina Razafindramalo, a passé le flambeau à la nouvelle ministre Stéphanie Delmotte hier, au siège du ministère à Antananarivona.



Dans le cadre du projet de digitalisation, l'État malgache vise à couvrir les 5,8 millions de foyers par un carnet biométrique. Actuellement, plus de un millions cinq cent vingt-sept mille foyers bénéficient de ce carnet, selon les rapports du ministère

en juillet dernier. Selon les directives de la ministre, il est prioritaire d'accélérer cette rénovation afin de faciliter les transactions numériques des bases de données. D'autre part, cela permet à chaque individu d'avoir une identité numérique pour les affaires courantes au niveau des bureaux de « fokontany », des bureaux communaux ou même régionaux. Par ailleurs, la ministre se focalise sur ces priorités, selon ses précisions lors de la passation.

Mises au point

Actuellement, la continuité du travail sera mise en avant. Stéphanie Delmotte a souligné que le bien-être de la vie ministérielle et l'évolution du travail sont primordiaux. « Je suis parfaitement consciente des préoccupations actuelles. Pour moi, le bien-être des collaborateurs, tout comme pour lui, est une grande priorité », affirme-t-elle. En outre, elle a annoncé une rencontre avec les syndicats du ministère lundi afin de mettre au point les ajustements nécessaires, selon ses explications. La nouvelle ministre se montre dynamique et rigoureuse. Face aux contraintes de la télécommunication, notamment au prix de l'internet, la ministre fera des mises au point.

Lors de sa prise de parole, le ministre sortant, Tahina Razafindramalo, a sollicité la nouvelle ministre. D'après lui, « il est temps de passer le relais, et elle n'est pas nouvelle dans ce domaine. Le ministère a besoin d'un nouveau souffle pour son développement », en ajoutant que la nouvelle ministre Stéphanie Delmotte « est une personne de qualité dans tous les domaines ». Stéphanie Delmotte a déjà occupé le poste de directeur de cabinet au sein de la présidence de la République malgache.

Économie circulaire : Appui de la BAD à travers le programme AfriCircular Innovators

ANTSIA R. | 24 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Stimuler les initiatives novatrices qui pourraient générer jusqu'à 11 millions d'emplois sur le continent africain. Tel est l'objectif du Programme AfriCircular Innovators, financé par la Banque africaine de développement (BAD). Cette semaine, ce programme a sélectionné 30 petites et moyennes entreprises opérant dans l'économie circulaire. Les entreprises – issues de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Rwanda – qui composent cette première cohorte, recevront un financement et une assistance technique, leur permettant de développer des solutions circulaires dans des secteurs clés tels que l'emballage, les systèmes alimentaires, l'environnement bâti, l'électronique, la mode et le textile.

Stratégique.

Parmi les bénéficiaires, Ndintambwe Feeds Limited du Rwanda se démarque par sa production d'aliments pour animaux à

base d'insectes, une alternative écologique aux farines de soja et de poisson. « Nous faisons face à des défis financiers et de compétences, essentiels pour une activité de recyclage durable », confie Jean Bosco Nshutiyimana, fondateur de l'entreprise. Siboré Luxury Hair, une entreprise ivoirienne spécialisée dans la durabilité des produits capillaires, voit en ce programme une opportunité d'optimiser ses processus, réduire les déchets et améliorer l'efficacité énergétique. À noter que le programme AfriCircular Innovators s'aligne avec la Stratégie pour l'emploi des jeunes en Afrique de la BAD, essentielle alors que la population jeune du continent devrait atteindre plus de 830 millions d'ici 2050. L'engagement de la BAD, à travers l'Alliance africaine pour l'économie circulaire, illustre une vision ambitieuse : une Afrique où croissance verte et inclusive rime avec prospérité durable.

Agriculture : Les producteurs multiplicateurs de semences mis en avant par la FAO

ANTSA R. | 24 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Créer des opportunités pour les Producteurs multiplicateurs de semences (PMS). Tel est l'objectif de la FAO à travers le Projet MIONJO, lors de sa participation au Tsenabe Rodorodon'ny Tantsaha, un événement agricole organisé, la semaine dernière au Jardin d'Antaninarenina. Durant cet événement, les efforts des producteurs de semences adaptées aux conditions agro écologiques du Sud de Madagascar, ont été mis en lumière. Les semences présentées lors de cet événement jouent un rôle important dans le renforcement de la sécurité alimentaire et l'autonomie agricole des communautés locales. Grâce à ces semences, les agriculteurs de la région d'intervention du

Projet bénéficient d'options plus résilientes et adaptées à leur environnement difficile. La participation de la FAO au Tsenabe a également permis de stimuler des échanges constructifs entre les PMS et les visiteurs du stand, ouvrant ainsi la voie à de futurs partenariats. Ces interactions sont essentielles pour renforcer la résilience des communautés agricoles face aux défis climatiques et économiques. De son côté, le Projet MIONJO continue d'apporter un soutien vital aux moyens de subsistance des populations du Sud de Madagascar, contribuant ainsi à leur développement durable et à leur sécurité alimentaire.

Marché International - Le potentiel des huiles essentielles sous-exploité

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 26 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les géants de la mode et de la cosmétique se l'arrachent. Et pourtant, les huiles essentielles de Madagascar ne couvrent que 1,3% du marché mondial.

Madagascar n'exporte qu'un infime volume d'huiles essentielles sur le marché mondial. Encore une grande marge de manœuvre pour les huiles essentielles et autres fragrances de la Grande Île. Selon une récente étude de la Banque mondiale, les huiles essentielles malgaches n'occupent encore qu'une place marginale sur le marché mondial. Et pourtant, le secteur fait partie des plus importantes exportations agricoles du pays. Bien qu'un doux parfum de succès ait soufflé sur la filière ces dernières années, elle a encore un avenir devant elle.

Le groupement des exportateurs d'huiles essentielles estime que le chiffre d'affaires des exportations des huiles essentielles devrait augmenter progressivement dans les années à venir. Selon les prévisions du groupement, cette industrie devrait même dépasser le seuil du milliard de dollars et générer un million d'emplois d'ici 2030. Toutefois, certaines Petites et moyennes entreprises (PME) rapportent certaines difficultés auxquelles elles doivent faire face. Parmi celles-ci, la complexité du cadre réglementaire régissant la filière.

Selon une étude de la Banque mondiale, « plus de 20% des PME considèrent que l'obtention de licences et de permis représente un obstacle majeur, bien au-dessus de la moyenne régionale », évoque cette institution financière. « Ce défi est particulièrement accentué dans les chaînes de valeur de l'agro-industrie, qui restent de loin le plus grand pourvoyeur d'emplois dans le pays, entravant considérablement le développement de l'île », ajoute-t-on.

Refonte

Des constats de la Banque mondiale, ainsi que du groupement des exportateurs d'huiles essentielles, dans le cadre du programme ACP Business Friendly, destiné à débloquent les rouages du mécanisme de cette filière.

Ainsi, selon ces analyses, une refonte du cadre réglementaire de la filière « pourrait avoir un impact significatif sur l'économie malgache ».



Une croissance à deux chiffres est attendue dans la filière au cours de la prochaine décennie. Toutefois, cela doit d'abord passer par une réforme du cadre réglementaire, ainsi que par l'accès des opérateurs aux informations de pointe. Une suggestion, après consultation de tous les acteurs de la filière dans le cadre de l'ACP Business Friendly. « Après avoir consulté les acteurs des secteurs public et privé, il est rapidement apparu que la refonte du régime réglementaire de la chaîne de valeur des huiles essentielles pourrait renforcer considérablement le secteur et avoir un impact sur des centaines de milliers de Malgaches », fait-on savoir.

Diplomatie - Vers le renforcement des relations avec le Japon

RAVO ANDRIANTSALAMA | 26 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Ce week-end, une rencontre entre Rafaravavitafika Rasata, ministre des Affaires étrangères malgache, et Kamikawa, son homologue japonais, s'est tenue en vue au pays du Soleil Levant. Lors de la réunion, les coopérations bilatérales entre les deux pays ont été discutées. La relation sera surtout axée sur le renforcement et la promotion d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert ».

En août 2025, le Japon et plusieurs pays africains se réuniront afin de peaufiner les relations entre la nation nipponne et l'Afrique. Un événement prioritaire pour la Grande Île au point où Rafaravavitafika Rasata a dû faire

rapidement la passation avec la nouvelle ministre de la Communication et de la Culture vendredi dernier. Elle qui était l'intérimaire de la MCC depuis la démission de Lalatiana Rakotondrazafy.

Ce week-end, lors de la rencontre ministérielle en vue de la TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique), le nouveau logo de l'événement a été validé par les ministères des Affaires étrangères des différents pays. Une image du continent africain avec en son sein le chiffre neuf pour la neuvième édition du sommet Japon-Afrique.

Produits de première nécessité : Accroître la production locale pour couvrir 80% de la demande

ANTSIA R. | 26 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La bonne gouvernance et l'intérêt du peuple malgache sont mis en avant par le nouveau ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Herizo Ralambofiringa.

Produire localement plus de 80% de tout ce dont les Malgaches ont besoin au quotidien. Tel est l'objectif des initiatives lancées sous l'impulsion du président de la République, selon la déclaration faite par le nouveau ministre David Herizo Ralambofiringa, après la passation avec l'ancien ministre Edgard Razafindravahy à Ambohidahy, vendredi dernier.



« Cela signifie que des stratégies sont mises en place pour stimuler la production en attirant des investissements dans la création de grandes usines de production dans notre pays », a-t-il indiqué, en soulignant la priorisation du soutien au pouvoir d'achat et la maîtrise des niveaux des prix. Selon les explications, une collaboration avec plusieurs ministères, y compris ceux de l'Agriculture et de l'Élevage, est en cours pour relever ces défis. La mise en œuvre du projet ODOF (One District One Factory) se poursuivra également. En effet, le nombre de petites usines à travers Madagascar sera multiplié de manière significative pour permettre une transformation rapide des produits.

Bonne base

Le ministre David Herizo Ralambofiringa n'est pas un novice. Il a déjà occupé des postes de responsabilité au sein du ministère avant sa nomination. Selon ses dires, il s'engage à poursuivre et à améliorer le travail accompli par son prédécesseur, bien que cela ne soit pas facile, comme il l'a déclaré lors de sa prise de fonction. De son côté, l'ancien ministre Edgard Razafindravahy a rappelé les travaux réalisés au sein du MIC (Ministère de l'Industrialisation, du Commerce) pendant sa gestion. « Ce fut un moment précieux, car il m'a permis d'initier la philosophie de la reconstruction à la base. Je suis convaincu que notre nation progresse lorsque nous bâtissons à la base. C'est pourquoi des usines ont été implantées localement dans le cadre de la politique du président concernant l'ODOF », a-t-il déclaré. Parmi ces réalisations figurent la réforme des diverses lois sur les investissements et les coopératives d'entreprises. Des initiatives ont également été prises pour les cultures d'exportation, et malgré les troubles et perturbations, les exportations de vanille ont récemment atteint un niveau record de 4 400 tonnes, avec un chiffre d'affaires de 104 milliards d'ariary enregistré par le Conseil national de la vanille (CNV).

ZEP Andapa : Production de plus d'un million d'alevins par an

NAVALONA R. | 26 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Une Zone d'Émergence Piscicole (ZEP) a été mise en place par le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue à Atsatsaka, fokontany Ankevaeva dans le district d'Andapa, région de SAVA. L'objectif consiste à produire entre 500 000 et 1 million d'alevins par an en vue de développer les activités piscicoles dans ce district. Ce qui permettra de générer des emplois locaux tout en améliorant les sources de revenus des ménages. La contribution à la lutte contre l'insécurité alimentaire n'est pas en reste.

Vols de poissons

Il est à noter que cette infrastructure a été construite en 2018. Une délégation, conduite par le ministre de tutelle Paubert Mahatante, s'est rendue sur place afin d'identifier les solutions techniques servant à réhabiliter cette infrastructure. À titre d'illustration, « un surpresseur

sera acheminé dans le fokontany d'Ankevaeva dans un mois afin de pomper l'eau pour permettre de réhabiliter le barrage endommagé par le cyclone Gamane », a-t-il promis suite à sa rencontre avec des associations de pisciculteurs locales. Ces acteurs locaux sont également sollicités à pratiquer des travaux communautaires pour assurer le nettoyage de la zone d'émergence piscicole tout en luttant contre les vols de poissons.

Force est également de remarquer que le district d'Andapa fait partie des greniers à riz de Madagascar. On y répertorie des périmètres irrigués d'une superficie totale de 12 000 ha. Le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue prévoit ainsi d'y développer la riz pisciculture afin de créer des emplois locaux surtout au profit des jeunes tout en améliorant la sécurité alimentaire.

« Sekoly Telma » : Construction de sept nouveaux préscolaires dans le Vakinankaratra

NARINDRA RAKOTBE | 26 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La région du Vakinankaratra a bénéficié de sept nouveaux préscolaires grâce à la fondation Axian et ses partenaires.

L'éducation de la petite enfance, un levier clé pour promouvoir le bien-être et la réussite scolaire des enfants. C'est dans ce sens que le programme « Sekoly Telma » financé par l'opérateur Telma du groupe Axian, la fondation Axian, en partenariat avec les associations Kilo Zaza Malagasy (KOZAMA) et Action Éducation, a financé la construction de sept nouveaux préscolaires dans la région du Vakinankaratra. L'ouverture de ces établissements au sein des Écoles Primaires Publiques (EPP) permet d'offrir un environnement d'apprentissage sécurisé et stimulant, répondant aux normes imposées par le ministère de l'Éducation nationale (MEN). Le préscolaire s'apparente au socle du développement cérébral, cognitif, moteur et socio-émotionnel de l'enfant et contribue grandement à son éveil.

Infrastructures

Deux nouvelles salles de classe, un bloc sanitaire à trois compartiments et une aire de jeux ont été construits à l'EPP d'Amboronomby. Les établissements d'Ambohitarabe, Ambohijafy Nord, Andrangy, Verezambola, Ampandrotrarana et Antanamanjaka bénéficient également de bâtiments modernes comprenant des salles de classe, des blocs sanitaires et des aires de jeux adaptés. Ces infrastructures visent à améliorer les conditions d'apprentissage et à offrir à chaque enfant un cadre propice à son développement. Cette collaboration fructueuse entre la fondation Axian, KOZAMA et Action Éducation inclut aussi la formation continue des éducateurs, l'amélioration des pratiques pédagogiques, ainsi que l'équipement en matériel éducatif adapté.

Résultats

Depuis 2016, KOZAMA a collaboré avec la fondation Axian pour la construction de 32 préscolaires au sein des EPP dont 9 à Antsirabe. Son expertise combinée aux efforts de la fondation Axian et au financement de l'opérateur Telma a permis de transformer durablement les conditions d'apprentissage, le taux de rétention scolaire et les compétences acquises par les enfants.



Le premier partenariat de la fondation Axian avec Action Éducation initié cette année a déjà permis la construction de deux nouveaux préscolaires grâce à la mutualisation du financement de l'opérateur Telma et de l'association co-financé du projet. La fondation Axian en tant que catalyseur de changement s'investit pleinement dans l'édification d'un avenir éducatif prometteur pour Madagascar. Le programme « Sekoly Telma » au cœur de cette mission a permis de scolariser plus de 31 000 enfants dans 168 EPP jusqu'à ce jour.

L'or, valeur refuge : l'once atteint un nouveau record historique à plus de 2.500 dollars

ARH. | 26 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

L'once d'or a franchi un seuil historique en dépassant la barre des 2.500 dollars, le mardi 20 août. Ce nouveau record illustre la fonction de l'or en tant que valeur refuge dans un contexte marqué par des incertitudes géopolitiques croissantes et un ralentissement économique mondial.

Le métal précieux a vu son cours grimper de plus de 31% en un an, et a presque doublé en dix ans, marquant un retour en force similaire à celui observé lors de la crise financière de 2008, lorsque l'or avait dépassé pour la première fois la barre des 1 000 dollars l'once. Selon les experts, les tensions géopolitiques, notamment au Proche-Orient, et la perspective d'une récession économique aux États-Unis en 2025 sont des éléments clés qui poussent les investisseurs à se tourner vers l'or. Les indicateurs macroéconomiques, particulièrement dans les secteurs de l'emploi et de la construction, suscitent l'inquiétude, renforçant ainsi l'attrait de l'or comme un placement sûr.



En parallèle, la baisse des performances sur les marchés boursiers, après une période de forte croissance, encourage certains

investisseurs à réaliser leurs bénéfices et à réorienter leurs actifs vers le métal jaune.

Politique monétaire

Un autre facteur déterminant de la hausse du prix de l'or réside dans la politique monétaire des banques centrales. En effet, les baisses de taux d'intérêt orchestrées pour stimuler l'économie profitent à l'or en rendant les obligations d'État moins attractives. La Réserve fédérale américaine (Fed) pourrait même accélérer ce mouvement dès septembre, selon les analystes. Par ailleurs, la baisse du dollar, qui rend l'or moins cher dans d'autres devises, a également contribué à l'augmentation de la demande mondiale pour ce métal précieux. L'or est également soutenu par les achats massifs des banques centrales des pays émergents, tels que la Chine, l'Inde et la Turquie. Ces pays, qui cherchent à diversifier leurs réserves et à réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar américain, ont intensifié leurs achats, atteignant désormais un millier de tonnes par an, soit deux fois plus qu'au début du siècle. Ces acquisitions, souvent réalisées de manière anonyme, renforcent la pression haussière sur les cours de l'or.

Les analystes s'attendent à ce que cette tendance se poursuive, avec un potentiel franchissement du seuil des 3.000 dollars l'once dans les prochains mois, ou du moins un maintien des cours à des niveaux élevés.

Code du travail : la loi 2024-014 promulguée

SERA R. | 26 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Adoptée le 20 juin par l'Assemblée nationale et le 1^{er} juillet par le Sénat, et déclarée conforme à la Constitution par la Haute cour constitutionnelle (HCC) le 8 août, la loi 2024-014 portant Code de travail a été promulguée, selon une publication du ministère du Travail, de l'emploi et de la fonction publique (MTEFOP) sur son site.

« Cette nouvelle loi portant Code de travail apportera un nouveau souffle dans le monde du travail », a affirmé le ministère dans sa publication. Il s'agit effectivement d'une refonte pour la protection des droits des travailleurs où des dispositions nouvelles reflétant la réalité actuelle ont été rajoutées.

D'après l'exposé de motif de cette loi, l'esprit de la refonte consiste aussi à garder les acquis des Codes du travail précédents, dont la loi n°94-029 du 25 août 1995 et la loi n°2003-044 du 28 juillet 2004, pour la protection des droits des travailleurs et des employeurs et à introduire de nouvelles dispositions conformes à la réalité actuelle et aux conventions récemment ratifiées par Madagascar.

395 articles subdivisés en 11 titres

La loi 2024-014 contient 395 articles subdivisés en 11 titres. Entre autres, les dispositions générales, le contrat de travail, la sécurité et

la santé au travail, de l'administration du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi que les dispositions transitoires et finales.

Selon cette loi, les dispositions du présent Code de travail sont, de plein droit, applicables aux contrats individuels de travail en cours. Elles ne peuvent constituer une cause de rupture de ces contrats. De ce fait, toute clause d'un contrat de travail en cours qui ne serait pas conforme aux dispositions du présent Code de travail ainsi qu'à celles des textes réglementaires pris en son application est considérée comme modifiée de plein droit par ces textes. Il est également précisé que demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent Code, notamment la Loi n° 2003-044 du 28 juillet 2004 portant Code de travail.

Conjoncture - La Banque centrale fait l'état de la situation

ERIC RANJALAHY | 27 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Un document précieux. La première évaluation de la Banque centrale de Madagascar/Banky Foiben'ny Madagascar (BFM) cette année sur l'évolution des principaux indicateurs économiques et financiers du pays est publiée.

Cette évaluation est d'une importance particulière, car elle concerne le premier trimestre. Le pays venait à peine de sortir de la bataille électorale pour la magistrature suprême, et des incertitudes prévalaient encore quant à l'avenir politique du pays. Sa publication intervient à quelques mois de la présentation du Projet de loi de finances 2025 et peut être une source d'inspiration pour ses concepteurs. Voici, par exemple, quelques indices à prendre en compte : sur le Marché interbancaire de devises (MID), des achats nets de 90,5 millions de dollars US ont été effectués. Durant cette même période, une appréciation nominale de l'ariary de 6,2% vis-à-vis de l'euro et de 4,8% par rapport au dollar US a été observée. Une réduction des réserves officielles de change de 36,7 millions de dollars US a été enregistrée, principalement en raison des importants paiements extérieurs de l'État, bien que la BFM ait réalisé des achats nets de devises sur le MID.

Tendance baissière

Le stock des réserves officielles de change s'est établi à 2 576,3 millions de dollars US à la fin mars 2024, ce qui équivaut à 5,7 mois de couverture des importations de biens et services non-facteurs. Le niveau moyen de la liquidité bancaire s'élevait à 59,3 milliards d'ariary (3,6% des réserves obligatoires, RO) à la fin mars 2024, contre 58,2 milliards d'ariary (4,7% des RO) à la fin décembre 2023.

L'évolution des agrégats monétaires a été modérée : 5,1% pour la base monétaire et 0,5% pour la masse monétaire, contre respectivement -9,2% et -2,5% au premier trimestre de 2023. En termes de glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 13,6% et la masse monétaire de 11,8% en mars 2024, contre respectivement 6,9% et 7,0%

un an auparavant. La tendance baissière des crédits bancaires à l'économie, amorcée depuis le deuxième trimestre 2023, s'est poursuivie avec une contraction de 0,8% au cours du premier trimestre 2024, tirée par les crédits à court terme (-2,1%), tandis que les crédits à moyen et long terme ont augmenté (+1,0%). Le glissement annuel des crédits bancaires s'est établi à 1,0% à la fin mars 2024, contre 17,4% un an plus tôt.



Pour le secteur réel, la BFM a fait les constats suivants : une baisse saisonnière des activités des entreprises formelles au premier trimestre de 2024, avec l'Indicateur synthétique des Activités des Entreprises (IAE) s'établissant à -6,3%, et ce, malgré la bonne performance des grandes entreprises. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 3,3% depuis le début de l'année 2024. En glissement annuel, l'IPC a augmenté de 7,3% à la fin mars 2024, un taux bien moins prononcé que le pic de 12,4% enregistré en mars 2023.

Vols domestiques - Madagascar Airlines veut doubler sa flotte

VALISOA ANDRIANIRINA | 27 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les efforts se poursuivent. « Madagascar Airlines poursuit ses actions de redressement, et prévoit de doubler sa flotte aérienne d'ici quelques mois », selon Valery Ramonjavelo, ministre des Transports et de la Météorologie, hier après la cérémonie de passation au sein du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

Au cours de ces derniers mois, quatre avions de type ATR assurent les vols domestiques. Selon un responsable au sein de Madagascar Airlines, « c'est grâce au planning de vol que ces quatre avions peuvent desservir efficacement la ligne nationale ».

Avec seulement quatre avions opérationnels, le ministre estime que les vols domestiques de la compagnie nationale sont insuffisants pour répondre aux besoins. D'ici la fin de l'année, la compagnie aérienne déploiera des

efforts supplémentaires. Selon le ministre des Transports, « l'arrivée du cinquième avion sera envisagé pour le mois prochain, et le sixième en octobre ». Les avions à louer sont des types ATR 72-500 et ATR 72-600, selon les précisions du ministre. « Nous louons les ATR car les avions chers ne font qu'augmenter davantage la charge financière de la compagnie, qui est actuellement en phase de redressement », ajoute-t-il.

En outre, l'augmentation du nombre d'avions contribuera à mieux satisfaire les demandes des clients. Madagascar Airlines se concentre sur l'amélioration de ses services et de ses qualités. Parmi les mesures envisagées, le ministre des Transports mentionne la rénovation des infrastructures et l'ajustement des horaires de travail.

Riziculture -La Grande île vise l'exportation

MIANGALY RALITERA | 27 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Ambitueuse, Tahian'Ny Avo Razafimahefa lance un projet très ambitieux pour Madagascar. « Madagascar sera un pays exportateur de riz d'ici 2027 », a déclaré cette secrétaire d'État chargée de la Souveraineté alimentaire auprès de la Présidence. C'était à Ampandrianomby, hier, lors de sa prise en main officielle et effective de ce nouveau département.

Pour atteindre cet objectif, son premier défi est d'augmenter la production rizicole à Madagascar. « Pour cette année, pour la grande saison 2024, nous avons comme objectif de produire plus de six millions de tonnes de paddy », indique-t-elle. La Grande Île enregistre cinq millions de tonnes de production par an, selon le ministère

de l'Agriculture. Une tendance à la hausse de la production de riz est observée. Elle est passée de 3,72 millions en 2015 à 4,68 millions en 2020, selon les chiffres officiels. Pour améliorer encore plus cette production, Tahian'Ny Avo Razafimahefa envisage de continuer à distribuer les intrants agricoles, notamment les semences et les engrais. Elle projette également des partenariats avec le secteur privé, les partenaires techniques et financiers, et d'autres départements ministériels « pour qu'on puisse avancer rapidement, donner des résultats rapides et répondre aux objectifs fixés par le président de la République et le Premier ministre ».

Tiana Rasamimanana : Le président du SIM milite pour le renforcement du partenariat public-privé

R.EDMOND | 27 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Cinquante ans après le début de l'industrialisation à Madagascar, le secteur industriel malgache est encore en difficulté. Pour Tiana Rasamimanana, le président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), il est plus que jamais temps de renverser la tendance et faire de l'industrie, un vrai moteur du développement. L'un des moyens le plus efficace pour atteindre cet objectif, est selon lui de renforcer davantage le partenariat public-privé.



Interview

Midi Madagasikara (M.M) : Vous êtes à la tête du Syndicat des Industries de Madagascar dont le nom évoque naturellement le développement industriel. Mais la question se pose actuellement : y a-t-il véritablement un secteur industriel qui se développe ?

Tiana Rasamimanana (T.R) : Pour répondre à votre question, j'aimerais tout d'abord revenir sur l'histoire du processus d'industrialisation dans notre pays. Comme vous le savez certainement, cela fait déjà 50 ans que Madagascar a débuté dans l'industrie de transformation

et de montage. On a connu des hauts et des bas, mais ce qui a notamment marqué cette histoire industrielle, c'était la période des éléphants blancs, ces sociétés d'Etat qui avaient pratiquement toutes connu des problèmes. À la base, c'était une bonne politique car les industries créées pendant cette période étaient capitales dans la mesure où elles opéraient dans des filières essentielles. Je peux citer, entre autres, la production de farine pour Kobama, d'engrais pour ZEREN ou encore de coton pour HASYMA. Personne ne peut nier que c'étaient des sociétés d'Etat qui étaient appelées à jouer leur rôle dans le développement économique.

Midi Madagasikara. Et pourtant on connaît les résultats, toutes ces sociétés d'Etat étaient tombées en ruines.

T.R. : Cet échec était dû principalement à des problèmes de gestion provoqués notamment par le choix des équipements qui n'étaient pas aux normes mais également et surtout par un management défaillant.

M.M : Quel rapport avec la situation actuelle ?

T.R : Ce que j'essaie de vous expliquer c'est que le développement industriel à Madagascar est avant tout une question d'état d'esprit. Par exemple, Madagascar a le privilège de disposer d'une très bonne base en agrobusiness avec ses 8 millions d'hectares de terre fertile qui reste malheureusement très peu exploitée. Il est donc primordial d'exploiter à fond cette richesse naturelle à travers l'agrobusiness, en transformant les produits agricoles et en les exportant. Même situation pour les mines, les ressources minières sont énormes, mais Madagascar n'a pour le moment que QMM et Ambatovy dans le domaine des grandes industries minières. Donc là encore on est dans une situation de sous-exploitation de nos potentiels en raison de l'insuffisance d'unités d'exploitation des ressources.

M.M : Justement quelle est l'origine de cette sous-exploitation ?

T.R. : C'est avant tout un problème d'infrastructures, notamment routières et énergétiques. Comme il n'y a

pas suffisamment de routes, les produits agricoles et les produits finis ne circulent pas dans des conditions normales. Par ailleurs, les coûts de production augmentent en raison de la carence énergétique. Pour résumer, si l'on arrive à régler ces deux blocages des infrastructures routières, mais également maritimes et aériennes, ainsi que celui et l'énergie, on peut arriver plus facilement à gagner le combat contre la pauvreté.

M.M. : Mais tout cela, n'est-ce pas avant tout le rôle de l'Etat ? Où est alors la place du secteur privé ?

T.R. : Vous avez raison. Effectivement l'Etat doit s'y mettre davantage en matière d'infrastructures. Mais le secteur privé a aussi son rôle à jouer. Et c'est là justement qu'on a plus que jamais besoin de développer davantage le concept déjà existant du partenariat public-privé. Je peux vous montrer un exemple très constructif sur cette question. La route des hydrocarbures qui a beaucoup aidé à régler l'embouteillage sur l'axe Ankorondrano a été renouvelée et élargie sur la base d'un partenariat entre l'administration et les entreprises riveraines, grâce notamment à un système combiné de financement et de déductibilité d'impôt. C'est un des cas qui démontre qu'il y a des choses à faire quand on implique vraiment le secteur privé, à travers une politique claire et efficace.

M.M. : Est-ce que vous pouvez donner des exemples de projets possibles sur la base du PPP ?

T.R. : Oui, l'Etat et le secteur privé peuvent par exemple travailler ensemble pour faciliter le financement d'unités de construction de routes en pavé qui seront par la suite

exploitées sous forme de péage. Cela peut être des routes d'intérêt économique comme la route des œufs. On peut aussi prendre l'exemple du chemin de fer dont l'exploitation pourrait être confiée, toujours sur la base du PPP, à des entreprises qui ont les moyens de le faire. Même cas en matière énergétique où l'Etat et le privé peuvent travailler ensemble pour des projets de centrales solaires par exemple. Vous voyez que rien que pour ces trois exemples, on peut trouver des solutions efficaces pour régler la carence en infrastructures et en énergie. En plus de cela, le PPP peut aussi jouer dans le développement des exportations sur la base par exemple des programmes du genre APEX. Quoiqu'il en soit, je constate qu'il y a réellement cette volonté de coopérer entre l'Etat et le secteur privé. Les structures comme l'EDBM ou encore le comité chargé du dialogue public privé sont déjà là, mais on doit encore travailler davantage pour les renforcer.

M.M. : Qu'en est-il des initiatives internes au niveau du secteur privé pour parvenir au renforcement de l'industrialisation à Madagascar ?

T.R. : Il y en a beaucoup. Au niveau du SIM par exemple, nous avons le Label Malagasy ny Antsika, un concept qui œuvre à la mise aux normes des produits fabriqués localement et qui non seulement aide les consommateurs à disposer de produits de qualité mais permettent également aux entreprises membres de rayonner sur le plan international et de faire valoir l'image de Madagascar à l'extérieur.

Bailleurs de fonds - La BAD encourage la transition énergétique

VALISOA ANDRIANIRINA | 28 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'utilisation des énergies renouvelables offre un avenir prometteur pour l'électrification à Madagascar. Le pays possède un potentiel important en ressources énergétiques renouvelables, comprenant 7 800 MW d'hydroélectricité, 2 800 heures d'ensoleillement par an, et 2 000 MW d'énergie éolienne, selon le rapport de la Banque Africaine de Développement intitulé « Impulser la transformation de Madagascar par la réforme de l'architecture financière mondiale ». Valoriser ces ressources permettra non seulement d'augmenter les capacités énergétiques du pays, mais aussi de réduire sa dépendance aux énergies fossiles.

Les importations d'énergies fossiles à Madagascar représentent un coût considérable. Au premier trimestre de 2024, les dépenses liées à l'importation des produits pétroliers ont atteint 176,6 millions de dollars, selon le rapport du bulletin trimestriel de la Banque centrale de Madagascar. Ce montant est élevé par rapport aux besoins énergétiques actuels du pays. La Banque Africaine de Développement recommande vivement l'exploitation des ressources énergétiques renouvelables pour atténuer cette dépendance coûteuse.

Madagascar est une île dotée d'un riche capital naturel, un atout pour accélérer la transformation de son économie.

Actuellement, le gouvernement exploite ces ressources à travers des projets d'électrification axés sur les énergies renouvelables.



Selon la BAD, « la production d'énergies renouvelables à Madagascar devrait atteindre 90% d'ici une décennie », ce qui pourrait répondre aux besoins énergétiques quotidiens des Malgaches. Cependant, il est essentiel d'accélérer les réformes du secteur énergétique et d'encourager les investisseurs ainsi que les partenaires privés à contribuer au développement des sources d'énergie du pays.

Indice mondial de l'innovation : Madagascar dans le trio de tête parmi le groupe des pays à faible revenu

R. EDMOND | 28 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar affiche une évolution positive en matière d'innovation. C'est ce qui ressort en tout cas de l'édition 2023 de l'Indice mondial de l'innovation.

Publié annuellement par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), l'indice en question révèle le classement des économies les plus innovantes du monde.



Performance félicitée

Il s'agit en quelque sorte d'une référence mondiale dans la mesure des performances de l'écosystème d'innovation d'un pays. Classé 107^{ème} parmi 132 pays, Madagascar n'a pour autant pas à rougir de sa performance qui s'améliore d'année en année. En effet, dans le classement parmi le groupe des pays à faible revenu, Madagascar figure dans le trio de tête. La Grande Île se trouve ainsi en seconde position après le Rwanda et devant le Togo parmi les 12 pays de cette catégorie. Une performance félicitée par l'OMPI à travers la visite de travail effectuée récemment par le Dr Sacha Wunsch-Vincent, économiste et haut fonctionnaire de l'Organisation. Durant sa rencontre avec la Directrice générale de l'OMAPI, Lalaina Priscilla Andrianarivo, celle-ci a

insisté sur les rôles essentiels de la propriété industrielle qui stimulent le développement économique du pays par le biais de la stratégie nationale de propriété industrielle et d'innovation. La DG de l'OMAPI a, pour sa part, mis en exergue la volonté de cet organisme parapublic de renforcer la collaboration avec l'OMPI, ainsi que la mise en œuvre de différents projets d'amélioration.

Réussite

En somme, par rapport à son niveau de développement, Madagascar affiche des performances supérieures aux attentes. Les résultats en matière d'innovation surpassent largement ceux de pays comparables en termes de produit intérieur brut par habitant. Une réussite qui s'explique notamment par les excellentes performances dans les domaines de la créativité et du capital humain. Madagascar se distingue, notamment par le nombre élevé d'étudiants en filières d'ingénierie et de sciences. De plus, le pays fait un usage substantiel de la propriété intellectuelle, notamment en ce qui concerne les marques et les dessins ou modèles industriels, et joue un rôle croissant dans les compétences en services informatiques. Et le meilleur est à venir avec les différents chantiers prévus. Notamment sur la revalorisation de la politique d'innovation et la mise en place d'une nouvelle stratégie de propriété industrielle, sous l'égide de l'OMAPI avec la collaboration avec l'OMPI. « Ces initiatives sont destinées à renforcer le potentiel d'innovation du pays qui a l'avantage d'être riche en savoir-faire, en créativité, en artisanat, en ressources naturelles minérales et agricoles, et doté d'une jeunesse avide de réussite et d'emplois valorisants », explique la DG de l'OMAPI.

La filière vanille se renforce : nombre croissant d'exportateurs agréés

ARH. | 28 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

La campagne 2024-2025 s'annonce prometteuse pour la filière vanille à Madagascar, avec une augmentation du nombre d'exportateurs agréés. Le ministère de l'Industrialisation et du commerce a validé 123 exportateurs, contre 96 l'année précédente. Parmi les nouveautés de cette campagne, la participation active des coopératives constitue un changement majeur. Désormais, elles peuvent exporter directement leur production sur le marché international, au même titre que les entreprises privées. Cette initiative vise à diversifier les acteurs du marché et à renforcer la position de Madagascar en tant que leader mondial de la vanille.

La distribution des certificats d'agrément débute ce jour à Ambohidahy, Antananarivo. Les exportateurs se répartissent en deux catégories : 65 dans la catégorie artisanale et 58 dans la catégorie industrielle. Pour la catégorie industrielle I, l'agrément sera valide pour deux campagnes : 2024 – 2025 et 2025 – 2026, tandis que pour la catégorie industrielle II

et la catégorie artisanale, il ne couvrira que la campagne 2024-2025.

Le ministère a réitéré son engagement à renforcer la surveillance des exportations pour garantir la qualité des produits. Un suivi rigoureux sera assuré pour que les normes et règlements soient respectés, avec des sanctions en cas de non-conformité. En parallèle, les exportateurs bénéficieront d'un encadrement et d'un accompagnement pour maintenir la qualité des produits.

Enfin, une « Maison de la Vanille » sera établie à Antalaha, financée par le Conseil national de la vanille (CNV), afin de soutenir la qualité et la revalorisation de la vanille malgache sur le marché international. Cette initiative, soutenue par une contribution de 4 USD par kilogramme de vanille exportée, a déjà permis de réunir 104 milliards d'ariary cette année.

Secteur minier : un levier potentiel pour le développement de Madagascar

ARH. | 29 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

L'Université de Toliara a accueilli, le 22 août, une conférence sur la gouvernance du secteur minier à Madagascar, avec la participation du secrétaire exécutif de la Chambre des Mines de Madagascar, Carl Andriamparany. L'événement visait à sensibiliser les étudiants aux enjeux stratégiques liés aux exploitations minières ainsi que les impacts positifs potentiels pour le pays.

Madagascar, riche en ressources minières, fait face à deux choix majeurs : laisser ces richesses inexploitées, risquant ainsi de compromettre la confiance des investisseurs, ou transformer le secteur minier en un moteur de développement économique. Le décret d'application du code minier, publié l'année dernière, semble indiquer que le pays a opté pour la deuxième voie. Ce décret, très attendu par les opérateurs, réactive l'octroi de permis miniers, ce qui pourrait relancer l'intérêt des investisseurs internationaux.

Les ressources minières de Madagascar, telles que le graphite, le nickel et le cobalt, sont essentielles pour la transition énergétique mondiale. En 2022, les achats locaux d'Ambatovy, l'une des grandes mines du pays, ont atteint 340 millions de dollars, contribuant significativement au PIB et démontrant l'impact économique des grandes exploitations.

Ces dernières génèrent non seulement des recettes fiscales et des devises, mais elles participent également à l'économie locale par le biais de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Le nouveau code minier renforce cette obligation, exigeant des compagnies minières à s'engager dans des projets communautaires et environnementaux en collaboration avec les autorités locales et les populations.

Réfléchir aux défis et opportunités

Lors de la conférence, Sitraka Nambinarivo, étudiante de l'Université de Toliara, roule en faveur de l'exploitation légale des ressources minières pour le développement national. Selon elle, « L'exportation des ressources minières a un impact positif sur la population si elle est légalement opérée. Si Madagascar avance dans ce sens, nous pouvons aller loin ».

Carl Andriamparany a également abordé le sujet concernant le projet Base Toliara, l'un des projets miniers qui pourraient voir le

jour prochainement. « Avec les nouvelles dispositions minières adoptées, on espère que l'Etat saura trouver des solutions pour sa reprise », a-t-il soulevé. Le Pr Théodore Razakamanana, modérateur de la conférence et également directeur de l'école doctorale GPCEHP de l'Université de Toliara, s'est dit satisfait de la journée. Le partage d'expériences avec Carl Andriamparany, qui est aussi un ancien de cette université, a permis à l'assistance de mieux comprendre les enjeux du secteur minier à Madagascar.



Pour les étudiants présents, la conférence a été l'occasion de développer une meilleure compréhension des enjeux du secteur minier et de son potentiel pour l'avenir de Madagascar. Comme l'a noté Jean Louis Hajarisoa, un autre étudiant, « Les jeunes devraient avancer plus dans leurs études pour avoir les qualifications requises dans ces projets ». Soit, la conférence aura permis aux participants de réfléchir aux défis et opportunités que représente le secteur minier pour Madagascar.

Projet PTASO - Le développement de l'agro-industrie prend forme

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 29 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un coup d'accélérateur est donné pour le projet de Zone de Transformation Agro-Industrielle (PTASO). Actuellement, les déclinaisons du projet sont en train de se dessiner. Selon le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), le projet en est maintenant à la phase de concrétisation de la mise en place du Parc Agro-Industriel, mais aussi à l'installation d'un Guichet Unique Agricole dans la région Atsimo-Andrefana. Il s'agit de mesures incitatives, visant à capter des investisseurs pour développer l'agro-industrie dans cette région. Mardi, les représentants du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, ainsi que du Département de l'Agriculture et de l'Élevage, ont signé un partenariat. Le document atteste de la volonté de chaque partie d'aller dans le sens de concrétiser le projet. Il délimite également les attributions de chaque ministère dans la mise en œuvre du PTASO.

Selon Vahinisoa Rasamoely, secrétaire générale du MIC, « le ministère de l'Industrialisation, pour sa part, se chargera de transformer les produits locaux, afin de développer économiquement la région Atsimo-Andrefana en valorisant les chaînes de valeur des produits locaux. » Le ministère de l'Agriculture, quant à lui, s'attachera à « fournir un soutien technique et faciliter l'accès aux matériels pour les paysans. D'autre part, l'enjeu est aussi de pouvoir former les paysans et producteurs à produire plus, afin de renforcer la disponibilité des matières premières », affirme pour sa part Fanja Raharinomena, secrétaire générale de ce département. Ainsi, les rôles sont délimités.

Le projet s'inscrit dans le volet « agro-industrie » du pacte sur l'Industrialisation. Il s'agit de la première agropole développée en application de la loi sur la programmation industrielle.

Développement touristique - Un potentiel intéressant sur le marché indien

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 29 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Inde présente aussi des potentialités intéressantes pour la Grande Île. Avec ses quelques vingt-huit millions de touristes qui quittent les frontières du pays chaque année, « Madagascar ne devrait pas avoir de difficultés à attirer des touristes indiens », c'est ce qu'avait souligné hier Bandaru Wilsonbabu, ambassadeur de l'Inde, lors de sa visite auprès de la ministre du Tourisme, Viviane Dewa. Selon le diplomate, le potentiel est là, et son pays serait prêt à accompagner la Grande Île dans la formation des opérateurs du secteur touristique, car le tourisme est aussi une des déclinaisons importantes des relations entre les deux pays. D'après le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, un mémorandum d'entente serait en perspective entre les deux pays. Cela, dans le but de renforcer les partenariats entre les deux pays dans le secteur touristique.

Lors de cette rencontre, l'ambassadeur de l'Inde a également mis l'accent sur la volonté de son pays d'investir dans le secteur de l'hôtellerie et les infrastructures touristiques. « Ce volet pourrait contribuer à renforcer les capacités d'accueil du pays afin d'atteindre l'objectif d'un million de touristes d'ici 2028. », confirme le ministère du Tourisme. D'après le magazine Forbes, les grandes marques de voyage misent sur les touristes indiens. « La classe moyenne indienne, en plein essor, devrait dépenser jusqu'à 144 milliards de dollars par an en voyages internationaux d'ici 2030. Les hôtels, les compagnies aériennes et les villes dépensent des millions pour les attirer », peut-on lire dans un article du mois de mars. Une aubaine pour le secteur touristique de l'île, surtout avec ses atouts en termes de biodiversité.

Projet Sahofika - Les émirats sollicités

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 29 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le nouvel ambassadeur des Émirats Arabes Unis a présenté ses lettres de créance au président de la République, Andry Rajoelina, hier (photo). Le renforcement de la coopération entre Madagascar et les émirats a été au centre des discussions.

Un investissement émirati pour booster le projet Sahofika ? Andry Rajoelina, président de la République, en a émis le souhait lors de la réception des lettres de créance de l'ambassadeur des Émirats Arabes Unis, hier, au palais d'État d'Iavoloha.



Faisant suite aux déplacements officiels du chef de l'État et aux déclarations d'intention de part et d'autre, la coopération bilatérale entre Madagascar et les Émirats Arabes Unis se formalise. Une formalisation marquée par la nomination du docteur Salim Ibrahim Bin Ahmed Mohamed Alnaqbi, premier ambassadeur émirati dans la Grande Île. L'arrivée du diplomate intervient, par ailleurs, quelques jours avant l'ouverture de la liaison aérienne entre Antananarivo et Dubaï, via la compagnie Emirates. « Emirates devient la chaîne qui renforce cette coopération entre les deux pays », déclare ainsi Andry Rajoelina. Visiblement, il veut surfer sur cette dynamique en relançant

le souhait de la Grande île d'être une destination privilégiée des investissements émiratis dans la région Océan Indien et en Afrique. « (...) il a relancé la requête malgache relative à l'assistance des Émirats Arabes Unis, notamment via le recours au Fonds souverain des émirats pour le financement et la mise en œuvre de projets de développement majeurs à Madagascar », rapporte le communiqué de la présidence de la République.

Parmi les projets phares où les investissements émiratis seraient les bienvenus, le Président a évoqué le projet Sahofika. Il s'agit d'un projet de construction de centrale hydroélectrique d'une capacité initiale de 120 mégawatts, extensible jusqu'à 300 mégawatts. Avec le projet Volobe, Sahofika est l'un des plus grands projets énergétiques dans le pays. Seulement, sa mise en œuvre coince depuis plusieurs mois en raison du départ d'Effiage, un des actionnaires initiaux du projet.

Leader mondial

Initié depuis quelques années, c'est le consortium tripartite NEHO ou Nouvelle énergie hydroélectrique de l'Onive qui a gagné l'appel d'offres pour la construction et l'exploitation de la centrale hydroélectrique de Sahofika. Après des négociations de certains points, notamment, sur le coût du kilowattheure, les contrats de construction, de concession et d'achats d'énergie dans le cadre de ce projet ont été signés en novembre 2021.

L'année dernière, toutefois, le groupe Effiage a été retiré du projet, « d'un commun accord », selon les explications. En cause, « une hausse inexplicquée » du coût de construction. Outre le fait d'en être un des actionnaires, le rôle d'Effiage dans le consortium NEHO devait être de mener les études de faisabilité, de fournir les équipements

et la construction des infrastructures. Depuis qu'Effiage est sur la touche, le projet Sahofika patine.

Selon les informations, l'État veut convaincre les Émirats Arabes Unis d'intégrer le projet Sahofika, via la société Masdar ou Abu Dhabi Future Energy. Créée en 2006, et basée à Abu Dhabi, Masdar est spécialisée dans l'énergie renouvelable. Soutenu par le fonds souverain d'Abu Dhabi, justement, Masdar s'affirme de plus en plus comme un des leaders mondiaux dans le domaine de l'énergie renouvelable.

L'opportunité d'un investissement émirati dans des projets énergétiques à Madagascar, notamment Sahofika, par l'intermédiaire de la société Masdar, a déjà été évoquée lors d'un des voyages officiels de Andry Rajoelina aux Émirats Arabes Unis. C'était le cas notamment, lors de sa rencontre avec le Sheikh Hamed bin Zayed Al Nahyan, président d'Abu Dhabi Investment Authority. Toutefois, pour qu'un investissement émirati puisse intégrer le projet Sahofika, il faudra aussi convaincre les actionnaires du consortium NEHO.

Des projets phares

Outre le projet Sahofika, le président Andry Rajoelina a profité de son échange avec l'ambassadeur des Émirats

Arabes Unis, pour lui faire part des autres projets phares sur lesquels les investissements émiratis sont les bienvenus. Il y a la réhabilitation et la protection du littoral. Il s'agit de 5 000 kilomètres de côte qui doivent être sécurisés également. La réhabilitation du réseau routier de la Grande île et la construction de nouvelles routes ont également été soulevées.

Lors du premier conseil des ministres avec le nouveau gouvernement, la semaine dernière, le chef de l'État a affirmé qu'il trouvera le financement pour concrétiser le projet de construction de la Route du soleil. « Le développement de la production de sucre, en exploitant les vastes étendus de terres cultivables de Madagascar pour approvisionner les marchés de l'océan Indien », et la mise en place d'une raffinerie d'or à Madagascar ont aussi été discutés, rapporte le communiqué de la présidence de la République.

« Madagascar souhaite particulièrement attirer les investissements émiratis dans les secteurs clés de son économie, tels que la haute technologie, la cybersécurité, l'agriculture résiliente, la gestion de l'eau, l'éducation et l'énergie », conclut la missive.

Électricité : Un décret en vue pour la régulation et le contrôle des prix

ANTSIA R. | 29 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Un atelier de concertation se déroule actuellement au Radisson Blu à Ambodivona, réunissant différents acteurs opérant dans le secteur de l'électricité à Madagascar.

Cet atelier de cinq jours a débuté le 26 août dernier et vise à élaborer un décret pour réguler et contrôler le prix de l'électricité à Madagascar. Soutenu par la Banque mondiale en partenariat avec « Cabinet MacroConsulting » et « Cabinet Gide Loyrette Nouel », l'événement réunit des techniciens du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) ainsi que des représentants des entités affiliées, telles que l'Office de Régulation de l'Électricité (ORE), la Jirama, et l'Agence de Développement de l'Électrification Rurale (ADER). Lors de la première journée, les discussions se sont concentrées sur l'introduction des principes et concepts économiques nécessaires pour fixer le prix de l'électricité.

Transparence

D'après les organisateurs, le principal objectif de cet atelier est de développer un cadre législatif et réglementaire qui garantira une tarification juste et transparente de l'électricité, dans l'intérêt des consommateurs malgaches. Le secteur de l'énergie étant un pilier crucial pour le développement économique de la Grande île, la régulation des prix de l'électricité est essentielle pour répondre à la demande croissante tout en favorisant l'utilisation des énergies renouvelables. Le recours aux énergies renouvelables est perçu comme une solution viable face à l'augmentation mondiale de la demande énergétique. C'est

dans ce contexte que le secrétaire général du MEH, Thierry Andriantsoa, a ouvert cet atelier, en soulignant l'importance de mettre en place des structures de régulation robustes pour améliorer ce secteur clé.



Emplois et formations : Quatorze jeunes Malgaches s'envolent pour le Japon

ARH. | 29 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

La résidence de l'Ambassadeur du Japon à Madagascar à Antananarivo a accueilli hier une cérémonie d'encouragement en l'honneur de 14 jeunes Malgaches qui partiront prochainement étudier et travailler au Japon. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des relations bilatérales entre Madagascar et le Japon, visant à renforcer le développement des ressources humaines malgaches grâce à divers programmes de bourses.



Parmi les étudiants, cinq sont bénéficiaires de bourses offertes par le ministère japonais de l'Éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie. Quatre d'entre eux se consacreront à l'étude de la langue japonaise et de la culture japonaise dans différentes universités, tandis qu'un autre suivra un programme de formation pour enseignants. Une autre bénéficiaire rejoindra un programme d'études de la langue japonaise destiné aux cadres du ministère malgache des Affaires étrangères, dans le cadre du « Japanese-Language Program for Foreign Service Officers and Public Officials » organisé par le ministère japonais des Affaires étrangères. En outre, cinq autres étudiants ont reçu des bourses de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica). Parmi eux, un bénéficiera du programme African Business Education for Youth (Abe Initiative), deux se formeront dans le cadre du programme de développement des

ressources humaines dans le secteur minier (Kizuna), et deux autres participeront au programme SDGs Global Leader.

Et non des moindres, trois jeunes travailleurs malgaches s'envoleront pour le Japon dans le cadre du projet pilote de développement des ressources humaines dans le secteur agricole, par le biais du programme des Travailleurs qualifiés spécialisés (TQS). Ils ont obtenu un contrat avec des entreprises japonaises dans le domaine de l'agriculture et y travailleront pour une période d'environ cinq ans.

Soutien au développement

La cérémonie s'est déroulée en présence de l'Ambassadeur du Japon à Madagascar, Abe Koji, de la représentante résidente de la Jica, Tanaka Kaori, du directeur des Relations culturelles et communautaires de la Présidence de Madagascar, Anne-Muriel Raharimanana Rahaingonjatovo, ainsi que du Chef du département parcours Anglais-japonais de l'université d'Antananarivo, Ambinintsoa Rakotomanana. Des représentants d'ONG d'anciens étudiants malgaches au Japon, telles que Sakura et Kakehashi Madagascar, étaient également présents.

Lors de son discours, l'ambassadeur du Japon a encouragé les bénéficiaires à profiter de leur séjour au Japon et a exprimé ses vœux de réussite dans leurs études. « Le Japon réitère ainsi son engagement à soutenir le développement des ressources humaines à Madagascar », a-t-il déclaré.

Tanaka Kaori, de la Jica, et Anne-Muriel Raharimanana, représentant le président de la République malgache ont toutes les deux souhaité que ces jeunes malgaches deviennent « les architectes du pont entre Madagascar et le Japon ». Aux termes de leurs voyages d'apprentissage au Japon, ces jeunes auront à mettre leurs expériences et leurs expertises au service du développement de Madagascar.

Diplomatie - La coopération avec le Japon s'élargit

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 30 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'horizon de la coopération économique avec le Japon s'étend. Plusieurs rencontres avec différents dirigeants d'entreprises et d'organisations économiques au Japon ont permis de constater que les Japonais souhaitent aussi aller plus loin dans la coopération avec la Grande île.

De nouvelles opportunités, mais aussi l'occasion de renforcer les collaborations déjà en place. C'est ce qui peut résumer la teneur des relations bilatérales entre la Grande île et le Japon. Les deux pays souhaitent aller plus loin, tant en termes d'investissements que d'opportunités économiques. Plusieurs dirigeants de grandes entreprises et d'organisations économiques nippones ont rencontré le ministre des Affaires étrangères lors de la réunion ministérielle de la conférence de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD).

Selon le ministère des Affaires étrangères, « l'objectif était de renforcer les liens de coopération économique entre Madagascar et le Japon ». De nouvelles opportunités d'investissements sont en perspective, notamment lors de la rencontre de Rafaravavita fika Rasata, ministre des Affaires étrangères, avec la fédération des organisations économiques japonaises (Keidanren). Cette organisation prévoit justement une mission économique à Madagascar et envisage de planifier des événements économiques (foires et séminaires) dans plusieurs secteurs d'activité,

notamment l'agriculture, les mines, les énergies renouvelables et le textile. C'est l'occasion pour les opérateurs économiques dans divers secteurs de l'économie de montrer leur savoir-faire et de nouer de nouveaux partenariats.

Partenariats renforcés

La coopération entre la Grande île et le Japon découle d'une dynamique entretenue depuis plusieurs années par des partenariats. C'est dans ce pays que se trouve l'un des plus grands investissements du secteur privé japonais en Afrique. Il y a entre autres le projet Ambatovy,

dont le groupe japonais Sumitomo Corporation est le principal actionnaire. Ce groupe envisage d'ailleurs de développer des projets stratégiques. Shigo Ueno, président de la conglomération Sumitomo, a discuté avec Rafaravavitaika Rasata, ministre des Affaires étrangères, de l'importance de ce projet minier d'envergure. Une initiative clé qui contribue significativement aux exportations du pays. La rencontre a également porté sur l'expansion de la coopération avec Sumitomo, avec un accent particulier sur l'établissement de centres de formation et le développement de projets dans les domaines des énergies renouvelables et des infrastructures.

Industries naissantes : Les produits locaux mis en avant à la foire Meva à Antsiranana

ANTSA R. | 30 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'édition 2024 de la foire Meva se déroule à Antsiranana du 27 au 30 août. Pour cette fois, les produits issus de l'initiative ODOF (One District One Factory), tels que le vin, les chips, les pâtes, l'huile, et la poudre de cacao, sont mis en exergue dans le pavillon du MIC (ministère de l'Industrialisation et du Commerce) durant les quatre jours de cette manifestation commerciale. Certes, la tenue de cet événement constitue une opportunité majeure pour la région, permettant de mettre en valeur le savoir-faire des

entrepreneurs locaux, les spécificités de chaque région, et de promouvoir le développement local. La Foire Meva est une occasion de rassembler de nombreux entrepreneurs et partenaires, d'ouvrir de nouveaux marchés et de développer les activités économiques au niveau régional. Par ailleurs, une coopération s'est ouverte avec des partenaires étrangers, tels que la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'île de La Réunion, qui est prête à entamer immédiatement cette collaboration.

Vitrine du Vakinankaratra : La 26^e édition axée sur la croissance durable

R. EDMOND | 30 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La 26^e édition de la Vitrine du Vakinankaratra aura lieu sur l'Avenue de la gare d'Antsirabe du 5 au 7 septembre prochain.

Un rendez-vous économique devenu incontournable dans cette région connue pour ses énormes potentiels agricoles et industriels.

Acteurs dynamiques. C'est justement dans un objectif de mettre davantage ces potentiels au service du développement aussi bien régional que la Fivondronanan'ny Orinasan'ny Vakinankaratra (FIOVA) ou groupement des entreprises du Vakinankaratra a opté pour un thème tourné vers la croissance durable. En l'occurrence, « Production de biens et services orientés vers les marchés : pour une croissance durable ». Il s'agit, selon les explications, d'un thème qui incite les participants à adopter une approche plus prospective qui tient compte des réalités dont l'érosion chronique du pouvoir d'achat local, pour s'orienter vers l'agriculture contractuelle avec des techniques améliorées en vue d'obtenir la qualité et la quantité conformes aux normes des marchés régionaux et continentaux. Une perspective à la portée de la région Vakinankaratra qui, à côté de sa richesse agricole et ses potentiels industriels, dispose d'acteurs économiques dynamiques. D'ailleurs, cette 26^{ème} édition de la Vitrine du Vakinankaratra sera, une fois de plus, pour les

participants, une occasion de démontrer la qualité de leurs produits et les compétences des opérateurs.



Croissance des entreprises

Comme à chaque édition, les participants sont issus de tous les secteurs d'activités qui font la renommée du

Vakinankaratra : agriculteurs, éleveurs, artisans, micro petites et moyennes entreprises de production de biens et services, mais également les grandes unités industrielles, les banques, les télécommunications, sans oublier le secteur public. « La Vitrine du Vakinankaratra offrira aux opérateurs économiques et organismes de développement l'occasion de faire connaître leurs produits et leurs activités, mais aussi de présenter leurs potentialités et leurs perspectives », explique Ramarijaona Andrianjafy, président du FIOVA. Par ailleurs, les partenaires du développement, les ministères, les services déconcentrés et

les collectivités territoriales pourront présenter leurs activités et appuis aux opérateurs économiques. Comme toute manifestation économique qui se respecte, la Vitrine du Vakinankaratra prévoit des conférences-débats sur différents thèmes liés aux conditions de la croissance des entreprises. Des entreprises dont les dirigeants auront l'occasion de se rencontrer pour discuter affaires, en effet, un espace couvert aux rencontres d'affaires sur le site de la Vitrine du Vakinankaratra. Un événement qui sera aussi festif avec les différentes manifestations culturelles prévues sur le podium. Un rendez-vous à ne pas manquer.

Présidence de la Tranoben'ny Tantsaha : Soutien des producteurs à Kassimo Jaotombo

NARINDRA RAKOTBE | 30 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Kassimo Jaotombo est en bonne position pour être élu à la tête du « Tranoben'ny Tantsaha ». Il est soutenu par la majorité du réseau des producteurs.

Les antennes régionales de la « Tranoben'ny Tantsaha Mpamokatra » (TTM) affichent leur soutien indéfectible à Kassimo Jaotombo, candidat à la présidence nationale de la TTM, dont l'élection se tient aujourd'hui à Nanisana.



Les représentants de la Chambre d'Agriculture ont déclaré hier que le programme de ce candidat coïncide avec leurs attentes. « Il poursuit les efforts déjà engagés pour renforcer la structure afin qu'elle réponde aux exigences du développement local. Il envisage de transformer le statut actuel de l'association en une institution », explique Olga Norohantarimalala, présidente de la TTM dans la région Sofia, avant d'ajouter que « la mise en place

des infrastructures n'est pas en reste dans son programme, notamment la construction de barrages pour le développement du secteur agricole ». Selon Houssein Hery Bigjee, président de la TTM dans la région Atsinanana, bien qu'il y ait eu des améliorations, beaucoup reste à faire. Il estime que Kassimo Jaotombo possède tous les atouts nécessaires pour la protection des produits locaux et la défense des intérêts des producteurs. « Nous avons besoin d'une personne capable de défendre les producteurs dans divers secteurs, notamment l'agriculture, l'élevage et la pêche. »

Bon profil

En tant que formateur dans le domaine agro-alimentaire, Kassimo Jaotombo possède le profil adéquat pour diriger la « Tranoben'ny Tantsaha ». Homme de terrain, il sera à l'écoute des producteurs et prévoit de multiplier les descentes sur le terrain s'il est élu. « Madagascar pourrait développer ses exportations, et nous avons tous les atouts nécessaires pour atteindre cet objectif. La facilitation des accès aux services de financement et à la commercialisation, ainsi que le développement de la chaîne de valeur figurent parmi les missions à réaliser », assure Kassimo Jaotombo.

Madagascar-Comores : reprise de la liaison maritime

SERA R. | 30 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Le Conseil des ministres de mercredi a décidé de rouvrir la liaison maritime entre Madagascar et les Comores, après une suspension depuis le mois de février, en guise de prévention à la propagation du choléra.

L'État malgache a pris cette initiative après une amélioration de la situation sanitaire dans l'archipel. « On n'a enregistré aucun nouveau cas de choléra aux Comores depuis le 29 juillet depuis plus de deux semaines. La chaîne de transmission est rompue, permettant ainsi de reprendre le transport maritime entre les deux pays », rapporte le communiqué du conseil.

De son côté, le ministère de la Santé et de la protection sociale des Comores souligne qu'afin de maîtriser cette maladie, 488.185 personnes sur les 833.266 Comoriens vivant dans l'archipel, ont été déjà vaccinées.

Faut-il rappeler que lors de la présentation de la Politique générale de l'Etat (PGE) devant le Parlement, le Premier ministre Christian Ntsay, a reconnu les impacts négatifs de cette mesure de suspension de la liaison sur l'économie des régions du Nord-ouest de Madagascar. Toutefois, malgré cette amélioration de la situation, le Conseil des ministres a rappelé que les mesures de prévention rigoureuses contre cette maladie restent en vigueur, à l'exemple de l'utilisation de la chimio-prophylaxie ciblée auprès des voyageurs en provenance des zones affectées par le choléra ainsi que le maintien des protocoles sanitaires pour les vols internationaux.